

POLITIQUE EN MATIÈRE DE DROITS DE VOTE

Amundi Luxembourg S.A. est une société de gestion en vertu du chapitre 15 de la Loi du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif et agit également en tant que gestionnaire de fonds d'investissement alternatifs (« GFIA ») en vertu du chapitre 2 de la Loi du 12 juillet 2013 relative aux GFIA.

En vertu du Règlement CSSF n° 10-04 du 1^{er} juillet 2013 sur la gestion des OPCVM et du Règlement délégué (UE) n° 231/2013 de la Commission européenne du 19 décembre 2013 sur la gestion des fonds alternatifs, Amundi Luxembourg S.A. (ci-après dénommée la « Société de gestion » ou « Amundi ») applique la présente politique pour l'exercice des droits de vote des fonds qu'elle gère.

Amundi centralise à Amundi Asset Management (Paris) l'exercice des droits de vote de ces Fonds, dont la gestion des investissements a été déléguée aux gestionnaires d'investissement du groupe Amundi. Amundi Asset Management (Paris) a établi une politique en matière de vote disponible dans le site internet Amundi.

Les gestionnaires d'investissement externes exercent leurs droits de vote conformément à leurs procédures.

La politique en matière de droits de vote d'Amundi s'inscrit dans sa vision d'Investisseur responsable. Amundi a une obligation de diligence et de loyauté envers les Fonds à l'égard de tous les services fournis pour le compte des Fonds, y compris le vote par procuration.

Amundi favorise les meilleures pratiques de gouvernance en adoptant les critères de politique de vote suivants:

1. Une approche intégrée de l'entreprise

Les questions de responsabilité sociale et de développement durable, comme celles de gouvernance, sont essentielles dans l'appréciation d'une entreprise. Seule une vision globale de l'entreprise, allant au-delà de l'aspect purement financier et intégrant l'ensemble des risques et opportunités, en particulier sur les critères ESG (Environnement, Social, Gouvernance), permet une évaluation de leur valeur intrinsèque et de leur performance économique à long terme.

2. Un dialogue régulier, dans une logique de progrès

La situation et les pratiques d'une entreprise doivent s'apprécier dans la durée. Amundi souhaite prendre en compte, dans son analyse, l'évolution de ces pratiques et les engagements pris par l'entreprise en vue de leur amélioration. Amundi fonde ses évaluations sur un échange régulier avec l'entreprise, ce qui contribue à la bonne appréciation de cette dynamique.

3. Une démarche transparente

La démarche de dialogue et d'amélioration progressive que nous poursuivons suppose une relation de confiance avec les entreprises dans lesquelles nous investissons.

Cette confiance repose sur une double transparence : celle des entreprises à travers les informations financières et autres qu'elles nous adressent et celle d'Amundi grâce à la visibilité sur les modalités de notre analyse et les conclusions que nous en tirons.

4. Priorité réitérée à deux sujets sociétaux en 2020

Dans le cadre de notre analyse et de notre dialogue avec les entreprises, nous souhaitons accorder une importance particulière à deux thèmes en 2020:

La transition énergétique, en particulier la trajectoire de "décarbonation" de nos économies,

La cohésion sociale, notamment à travers la maîtrise de l'équilibre salarial dans le cadre des politiques de rémunération et la participation des salariés à la gouvernance et au capital des entreprises.

Ces deux thèmes représentent des risques systémiques pour notre société. D'une part, l'élévation des températures menace de provoquer des réactions en chaîne destructrices et d'impacter fortement notre développement. D'autre part, les inégalités croissantes, entre autres en matière de rémunération, provoquent un sentiment d'injustice qui met en péril la stabilité économique et politique des démocraties. Les entreprises doivent prendre en compte ces risques afin d'être en phase avec les attentes de la société et garantir ainsi leur propre développement, donc leur performance.

En matière de climat, nous serons particulièrement attentifs aux données concernant les émissions de gaz à effet de serre, qui seront appréciées au regard des pratiques du secteur et des pays d'implantation. Nous souhaitons avoir connaissance des plans de réduction et de compensation de ces émissions et être en capacité de suivre leur mise en œuvre et leur dynamique.

En matière de politique de rémunération, nous souhaitons que les entreprises communiquent sur le "ratio d'équité" (rapport entre la rémunération du/des dirigeants et la moyenne des rémunérations) et sur l'évolution de celui-ci. Il sera apprécié en fonction des secteurs et de la localisation des activités de l'entreprise. D'autres aspects font également l'objet d'une analyse particulière, comme le maintien d'un "salaire vital" tout au long de la chaîne d'approvisionnement, l'équilibre de rémunération entre hommes et femmes à poste équivalent ou d'autres paramètres de partage de la valeur.

5. Une approche pragmatique, tenant compte du contexte de l'entreprise

L'environnement réglementaire, culturel ou économique dans lequel s'exercent les activités d'une entreprise peut être déterminant sur certains de ses choix, entre autres dans les domaines sociétaux.

Amundi a défini un socle commun universel à sa politique de vote et exerce cette responsabilité d'actionnaire sur les cinq continents.

II. Centralisation vers Amundi Asset Management

2.1. Équipe de gouvernance d'entreprise

L'exercice des droits de vote peut être centralisé au sein d'une Équipe de gouvernance d'entreprise d'Amundi Asset Management (Paris) composée de quatre experts chargés de la coordination de toutes les tâches liées au vote, à savoir:

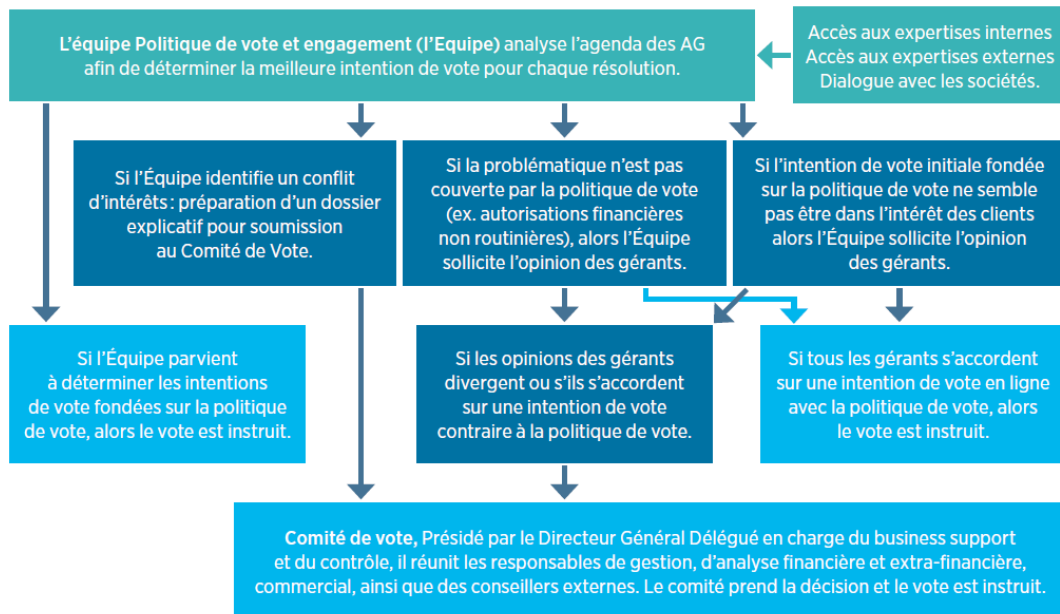
- surveillance des Assemblées générales dans le périmètre de vote;
- gestion des relations avec les dépositaires et les sociétés de vote par procuration;
- analyse des résolutions proposées par les émetteurs ;
- communication d'informations et sollicitation des opinions de gestionnaires et d'analystes financiers et extra-financiers ;
- convocation et gestion des comités de vote ;
- instauration d'un dialogue avec les actionnaires par le biais de lettres adressées aux émetteurs ;
- reddition de comptes auprès des clients et des conseils d'administration des fonds ;
- participation à des groupes de travail sur la gouvernance.

L'Équipe de gouvernance d'entreprise reste en contact avec les dépositaires, les sociétés de vote par procuration, les centralisateurs ainsi que les émetteurs, afin de garantir l'application harmonieuse de la politique de vote. L'Équipe de gouvernance d'entreprise utilise la plate-forme Proxy-Exchange d'ISS pour envoyer ses instructions de vote.

2.2 Le comité de vote

Le comité de vote Présidé par le Directeur Général Délégué en charge du business support et du contrôle, il réunit les responsables de gestion, d'analyse financière et extra-financière, commercial, ainsi que des conseillers externes. Il examine les dossiers présentés par les analystes "vote et engagement" et décide de l'orientation du vote. Ce comité bi-mensuel peut néanmoins être convoqué autant que de besoin.

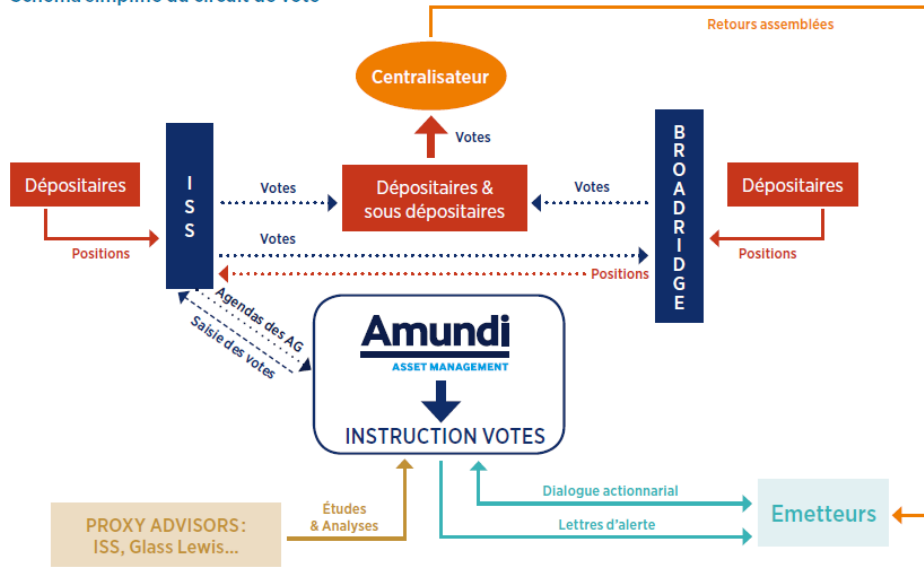
Schéma de la décision de vote



2.3 Mode courant d'exercice des droits de vote

Mode courant d'exercice des droits de vote Dans la majorité des cas, les droits de vote des OPCVM sont exercés par correspondance/procuration. La présence à une assemblée générale pour y exercer directement les droits de vote peut s'avérer utile ou nécessaire dans certains cas.

Schéma simplifié du circuit de vote



III. Périmètre de vote pour l'exercice 2020

Afin d'exercer au mieux sa responsabilité de gestionnaire dans l'intérêt exclusif de ses clients, Amundi a décidé de faire voter la plus grande partie des OPCVM gérés de droit français et luxembourgeois, et ce, quel que soit leur mode de gestion².

3.1 Critères de sélection des OPCVM

Afin de ne pas léser les porteurs de parts, des critères ont été mis en place pour éviter un coût de vote excessif et assurer une plus grande efficacité. Seuls les OPCVM dont l'actif en actions est supérieur ou égal à 15 millions € sont visés. Le seuil choisi permet de ne pas retenir les OPCVM dont l'actif est trop modeste, afin d'éviter d'engager des frais disproportionnés. Néanmoins, certains fonds spécifiques sous ce seuil peuvent être intégrés au périmètre.

L'exercice du droit de vote est effectué sur la totalité des actions détenues sauf si le temps d'immobilisation demandé risque de léser le porteur en entravant la marge de manœuvre nécessaire au gérant. Exceptionnellement, il peut arriver que nous ne puissions assurer le vote effectif pour tout ou partie des titres détenus.

3.2 Critères de sélection des assemblées

Pour les sociétés européennes, les OPCVM exercent leurs droits de vote dans les assemblées des sociétés où ils sont investis en actions.

Cependant, Amundi, dans un souci de maîtrise des coûts et de plus grande efficacité, se réserve la possibilité de ne pas exercer les droits de votes lorsque le coût économique lui semble prohibitif en regard de la détention.

Dans les assemblées non européennes les droits de vote sont exercés lorsque la détention consolidée représente plus de 0.05 % du capital de la société. Néanmoins, cette limite peut ne pas être appliquée pour des assemblées générales qui revêtent une importance particulière ou pour des fonds dont la spécificité requiert un vote intégral.

IV. Politique sur les prêts de titres

Les droits de vote sont exercés pour les titres détenus en portefeuille par les OPC au moment de l'Assemblée générale. Afin d'exercer au mieux ces droits, les titres prêtés sont rapatriés en fonction des contraintes liées aux législations locales, d'ordre technique et en fonction de l'intérêt de l'assemblée. Pour les assemblées jugées sensibles comme pour toutes les assemblées françaises, les titres sont rapatriés systématiquement.

V. Les situations de conflits d'intérêts

Dans le cadre de l'exercice des droits de vote de leurs OPCVM, Amundi peut être confrontée à des situations de conflits d'intérêts, notamment avec des entités du groupe.

Afin de parer à cette éventualité, une procédure permettant de résoudre ces conflits a été mise en place. En termes de prévention la première mesure est la publication des critères de la politique de vote, politique validée par les instances dirigeantes des sociétés de gestion du groupe.

Procédure mise en place

Elle s'articule tout d'abord autour d'une liste préétablie d'émetteurs pour lesquels un "conflit d'intérêts" potentiel a été identifié du fait des liens entre Amundi et les émetteurs concernés. Il s'agit d'émetteurs cotés (1) appartenant au Groupe ou (2) qui sont nos Partenaires ou (3) avec lesquels Amundi partage un mandataire/responsable dirigeant.

Pour ces sociétés, les propositions de vote des résolutions, en application de la politique de vote Amundi, seront soumises au Comité de vote pour validation préalable à l'assemblée.

Au-delà de ces émetteurs préalablement identifiés, l'accès aux textes des résolutions des assemblées générales, à bonne fin d'analyse, permet à l'équipe de vote d'alerter les membres du Comité de vote si des cas de conflits d'intérêts potentiels sont décelés. Dans ce cas l'équipe de vote prépare un dossier explicatif et demande la réunion du Comité de vote pour décision.



VI. Réexamen de la politique

La Politique sera réexaminée chaque année.